

Défendre une mission de service public, améliorer les conditions d'emploi des TZR

TZR

Editorial

La double crise du recrutement et du remplacement dans le Second degré atteint à cette rentrée, une situation hautement critique : le Service public d'Education n'est plus en état de remplir ses missions et notamment celle du remplacement.

Ignorant tous les signaux d'alarme (Rapport national sur l'état du remplacement de 2012), le Gouvernement et le Ministre de l'Education Nationale maintiennent le cap de la politique d'austérité et du désengagement de l'Etat, encore accru dans les annonces du Budget 2014.

Refusant toute politique de pré-recrutements et de revalorisation des métiers pour les rendre plus attractifs (hausse des salaires, créations massives de postes, améliorations des conditions d'exercice...), ils préfèrent s'en tenir aux expédients : inflation des HS, utilisation des stagiaires comme moyens d'enseignement, recours accru aux personnels précaires et surtout pression sur les TZR pour toujours plus de flexibilité.

Les personnels TZR restent ainsi la cible préférentielle des attaques. La pénurie organisée des supports à l'intra comme à la phase d'ajustement, liée aux suppressions de postes que les réformes maintenues continuent de permettre, à la préemption des supports stagiaires, au refus de transformer les HS en heures postes, a abouti pour la plupart des néotitulaires à faire de la fonction de TZR la porte d'entrée dans le métier et, pour l'ensemble des TZR, à dégrader toujours davantage leurs conditions d'affectation et d'exercice. Alors qu'il organise et amplifie sciemment la pénibilité de la fonction, le Rectorat multiplie les entraves au paiement de l'ISSR et fait le mort sur les frais de déplacement...

L'objectif majeur est bien de rompre avec cette politique de démantèlement systématique du Service public d'Education.

A travers la loi de refondation de l'Ecole, le Ministère entend procéder à une réforme profonde et rétrograde du système éducatif et de la conception égalitaire du Service public d'Education : Ecole du Socle institutionnalisée, remise en cause programmée de l'Education prioritaire au profit d'un pilotage sur le modèle des ECLAIR... toutes mesures qui aboutissent à dénaturer nos métiers, nos missions et nos statuts, et à introduire encore plus d'inégalités dans la réussite des jeunes.

L'enjeu essentiel est encore plus global : il s'agit de contraindre le Gouvernement à abandonner la politique d'austérité au profit d'une politique de croissance et de création d'emplois, d'élévation des formations et des qualifications de tous, d'une redistribution nécessaire des richesses. L'Education doit être dans ce cadre une véritable priorité.

Cette bataille passe aussi par la reconquête des droits et acquis sociaux. La nouvelle réforme des retraites qui fait peser, en épargnant soigneusement le Capital, l'intégralité des efforts sur les jeunes, les salariés et les retraités est non seulement indigne mais injuste, et donc inacceptable.

Le SNES avec la FSU, porte un projet éducatif, ambitieux et exigeant, de transformation de la Société et de l'Ecole.

Ils sont déterminés, après la journée d'action du 10 septembre, à mener l'ensemble de ce combat et à construire avec les personnels la mobilisation collective de grande ampleur nécessaire pour faire entendre ces exigences et contraindre le Gouvernement et le Ministère à changer réellement de politique.

Marie-Damienne Odent, Michel Vialle, Pascale Boutet,
co-secrétaires généraux